

commerce, surtout pour accroître les échanges avec l'Europe et établir des relations officielles entre le Canada et la Communauté européenne. Elle n'a pas cependant fait naître de changement important dans la direction de notre commerce, qui est même devenu encore plus centré sur les États-Unis. La Troisième option impliquait une restructuration interne de l'économie canadienne devant réduire notre dépendance à l'égard des États-Unis. Cet objectif n'a pas été poursuivi et il était probablement trop difficile à atteindre compte tenu du chevauchement des champs de compétence des gouvernements fédéral et provinciaux.

Je passe maintenant à la décision du gouvernement Mulroney de signer un accord de libre-échange avec les États-Unis. Je n'étais plus dans l'arène politique à ce moment-là, je parle donc comme un observateur n'ayant aucune information privilégiée. Ce qui m'a surpris comme tant d'autres, ce fut le moment où la décision a été prise. Pendant la campagne électorale de 1984, on n'avait fait aucun effort pour persuader les électeurs d'appuyer l'accord de libre-échange avec les États-Unis. En d'autres termes, le gouvernement n'avait pas reçu du public le mandat de s'embarquer sur une voie aussi révolutionnaire. La réélection du gouvernement en 1989 impliquait une approbation rétroactive, bien que je doute que la majorité des électeurs canadiens aient été en faveur de l'accord.

L'accord s'inscrivait certainement dans une ligne de pensée conforme à l'attitude générale du premier ministre Mulroney envers les États-Unis et en particulier envers le président. Il voulait un rapprochement des relations. En outre, un accord de libre-échange éveillait l'espoir que prendrait fin l'incertitude relative à la politique commerciale future des États-Unis et à ses effets sur le Canada. Cet espoir ne s'est pas pleinement réalisé. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous expliquer certaines des difficultés qui ont surgi. Le gouvernement Mulroney a dû être encouragé à aller de l'avant par le revirement d'opinion de Donald Macdonald, ancien collègue et ministre libéral important, dont le rapport publié à l'issue d'une commission royale sur la question recommandait la mise sur pied d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, et aussi par une conversion semblable de la part de Simon Reisman, ancien sous-ministre des Finances, qui, avec Gordon Ritchie, est devenu l'un des principaux négociateurs de l'accord.

Je me suis déclaré contre l'accord non pas parce que je m'oppose au libre-échange; après tout, j'ai passé la plus grande partie de ma vie publique à lutter contre le protectionnisme et les ardents nationalistes économiques. J'ai prêché l'évangile de la libéralisation du commerce. J'ai été l'un des plus fervents partisans du GATT. J'ai dirigé une délégation en Amérique latine. En tant que sous-ministre sous C.D. Howe, j'ai établi des relations commerciales avec l'Union soviétique. Plus tard, comme ministre des Affaires extérieures, j'ai négocié l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

Ici, à Calgary, je me dois d'ajouter que j'ai aidé à paver la voie devant permettre au gaz naturel de devenir l'une des principales exportations canadiennes vers les États-Unis, et ce, en travaillant avec C.D. Howe pour obtenir que le Parlement approuve le pipeline transcanadien, et plus tard, en tant que directeur général de l'Administration du